

M. Omar Bessaoud :



Enseignant Chercheur à l'**Institut Agronomique Méditerranéen de Montpellier** (CIHEAM - IAMM) dans le domaine des « Sociétés rurales, territoires et gestion des ressources naturelles »

L'agriculture Maghrebine

Agroligne : Cela fait 30 ans que vous travaillez sur les agricultures méditerranéennes, pouvez-vous évoquer ce qui caractérise l'agriculture maghrébine de ces cinquante dernières années. Tout d'abord, quelles sont ses contraintes ?

M. Bessaoud : Un ensemble de contraintes sont à évoquer pour examiner de près dans quel environnement naturel, social, politique et institutionnel se sont développées les agricultures maghrébines ces 40 dernières années, soit depuis les indépendances.

Quelque chose qui est assez courant et qui me semble être une idée reçue : elle a trait à ce que l'on appelle les vocations naturelles de ces pays là. En effet, on dit souvent que les pays maghrébins ont une vocation naturelle agricole et ceci me semble être hâtif.

Si on prend les contraintes naturelles, ces agricultures se développent dans un contexte difficile. Du point de vue de la dotation de terre, on a 9,5 Millions d'hectares au Maroc, 8,5 Millions d'hectares en Algérie, et 4 à 5 Millions d'hectares selon les années en Tunisie. Ce qui donne 20 millions d'hectares soit l'équivalent de la dotation française. De plus, cette dotation maghrébine doit être croisée avec la qualité des sols. Ces sols sont souvent peu fertiles, ou alors le capital de ces sols a été fortement entamé par l'exploitation minière dans le passé.

On a également des climats qui sont rudes. Il faut savoir que le Maghreb se situe dans un triangle aride ou semi-aride et les $\frac{3}{4}$ des agriculteurs des terres agricoles se situent dans ce triangle. Pour exemple, en Tunisie la zone humide est celle de Bizerte, Tunis (le Sahel), ailleurs on est dans un triangle aride. Cela représente en somme que 20 % des terres recevant une pluviométrie de 400ml/hectares. Pour l'Algérie, seulement 500 000 hectares reçoivent autour de 600ml/hectares, sur 8,5 millions d'hectares.

En plus, il faut savoir que le Maghreb est un pays de montagne. Planimétrie moyenne de 800 à 900m en Algérie et au Maroc. Le drame c'est que là où il pleut, le pourcentage de pente est très élevé. En revanche, les zones où le degré de pluviométrie est élevé et la planimétrie importante sont elles très limitées. Pour exemple, c'est la Mitidja 90 000 hectares en Algérie, où on a des conditions favorables. Malheureusement, le capital foncier a été entamé par l'urbanisation, l'industrialisation...

La seule région favorable est la façade atlantique du Maroc où la pluviométrie est élevée et où on a des plaines relativement basses, mais tout le reste est montagneux. Plus des $\frac{3}{4}$ des sols sont en zone pluviales, il faut donc compter sur les pluies et non les irrigations.

Ces contraintes climats, pluviométrie, qualité des sols et patrimoine foncier sont donc très importantes. En plus, il faut les rapporter à la population. On a 70 Millions d'habitants environ 10 millions de plus qu'en France, pour la même dotation mais avec des conditions moins favorables. C'est donc un potentiel limité.

Dernière observation, les frontières agricoles ont été depuis longtemps atteintes. On ne peut plus mettre en culture de nouvelles superficies sans porter atteinte au patrimoine.

L'autre contrainte est technique. Dans ce contexte agro-climatique, les révolutions techniques agricoles (et notamment la révolution fourragère) n'ont pas pu avoir lieu. On a trouvé pour les zones humides des paquets techniques permettant de développer des semences à haut potentiel génétique, de développer des systèmes culturaux qui ne dégradent pas le sol., René Dumont affirmait dans un bilan des agricultures du monde qu'il faisait dans les années 50, que de tous les pays visités par les techniciens, c'était le Maghreb qui leur posait les plus gros problèmes techniques.

La seule révolution technique pour cette agriculture pluviale a été celle de la mécanisation. L'on a réussi par ailleurs à étendre l'agriculture irriguée, mais l'on n'a pas trouvé de semences céréalières à haut potentiel génétique ou réussi à améliorer les techniques culturales dans les zones d'agriculture pluviale.

Ce qui explique les rendements relativement faibles de cette zone et leur irrégularité (3,5 qtx à l'ha en 2000 au Maroc et 14 qtx en 2005 avec des productions qui varient de 30 à 100qtx selon les années).

Les rendements tournent entre 7 et 8 quintaux pour l'Algérie, 10 à 12 pour le Maroc et la Tunisie. On a gagné 3 quintaux en 40 / 50 ans alors que la France gagnait un quintal à l'hectare par année. Aujourd'hui, on tente de freiner les taux de croissance des rendements, d'encourager des systèmes moins intensifs, moins productivistes, dans un double souci de régulation des marchés et de protection des ressources naturelles, impératifs dictés par les réformes de la politique agricole commune.

Autant on a su transporter le système productiviste dans des zones où on a développé l'irrigation (cela ne représente que 12 % au Maroc, 6 à 7% en Algérie et en Tunisie), autant sur les zones pluviales les solutions découlant de ce système sont impossibles.

La troisième contrainte est structurelle, elle relève de

l'état des structures agricoles. C'est à dire la taille des exploitations, la forme sociale de production. Aujourd'hui on a 1.3 millions d'agriculteurs au Maroc et en Algérie et 500 000 en Tunisie. Donc, sur la dotation dont j'ai déjà parlé tout à l'heure, on a donc approximativement 3,5 fois plus d'agriculteurs au Maghreb qu'en France.

Les statistiques et recensements généraux montrent qu'on a plus de 71% des agriculteurs qui ont moins 5 ha au Maroc, 70 % en Algérie et 53% en Tunisie. C'est la micro-exploitation qui est dominante et qui regroupe une bonne partie des agriculteurs. Ces structures sont souvent employeuses en main d'œuvre mais ne sont pas favorables à des investissements en capital.

La mécanisation s'est développée partout en 40/50 ans, multiplication des parcs de tracteurs par 3 ou par 4, mais

ce parc est concentré dans les zones les plus favorables, et encore il est bien moins élevé qu'en Europe. On a un tracteur au Maroc pour 120/125 ha, la dotation la plus forte est pour l'Algérie avec 85/90 ha pour un tracteur.

On utilise également 10 fois moins d'engrais dans ces pays là. 25/30kg d'engrais par ha au Maghreb en moyenne pour 120 kg/ha pour la rive nord de la méditerranée. Ce qui explique également les niveaux de productivité. C'est un verrou à l'accroissement des productivités en céréales, fourrages...



D'autre part, plus de 85 % des agriculteurs sont analphabètes au Maroc. Toutes les études montrent qu'on a des agriculteurs vieux à l'exemple de la Tunisie où les agriculteurs âgés de plus de 40 ans représentent 85 % de la population selon les dernières enquêtes.

Le dernier aspect est institutionnel. Les agriculteurs ne sont pas associés à l'élaboration de la politique agricole ni organisés. Les politiques très centralisées ont été des politiques instables. En gros, on a eu 3 grandes politiques. Celle des années 60 où l'on a essayé de gérer l'héritage colonial. Les grandes politiques nationales sont celles des années 70 qui se caractérisent par les réformes agraires notamment en Algérie et la mise en oeuvre de grands projets hydrauliques (Maroc) où de plans de développements agricoles ambitieux

qui font suite aux échecs de la collectivisation agricoles en Tunisie.

Mais cette politique encadrée, soutenue, s'est heurtée à des contraintes financières, budgétaires, à la crise des années 80. A la fin des années 1980, le constat est sévère. Les politiques agricoles au Maroc ou en Tunisie, qui sont souvent prises en exemple, ont contribué au clivage entre agriculture irriguée et agriculture pluviale, entre agriculture moderne, compétitive et fortement insérée aux marchés et une agriculture de subsistance - sinon de survie - rassemblant la grande majorité des agriculteurs.

Paradoxalement, il est vrai que toutes ces politiques et même celles des années 90 ont énormément profité au secteur moderne (exemple du Maroc où la politique d'investissement

et d'équipement a permis d'accroître les productions laitières, sucrières, de fourrages, d'agrumes...). Toutes les études montrent que ces politiques publiques très fortes ont, d'une part, construit les avantages et favorisé la compétitivité pour certaines productions destinées à l'export (huile d'olive pour la Tunisie, tomate et agrumes pour le Maroc) ou au marché intérieur (lait et viandes), et d'autre part, ont amélioré les taux de couverture des besoins (en sucre pour le Maroc par exemple).

Mais ces politiques n'ont pas été équilibrées, elles n'ont pas profité à tous les agriculteurs ; elles ont créé et accentué un dualisme très fort, elles ont promu l'entreprise agricole au détriment des petites et moyennes exploitations familiales. Autre point de défaillance, qui est celle de l'organisation des producteurs. La faible organisation des producteurs pour défendre leurs intérêts professionnels et matériels n'a pas permis, face aux intermédiaires et à la distribution, de mieux valoriser leur production et d'améliorer leurs revenus.

Agroligne : Pouvez-vous nous parler des performances de cette agriculture maghrébine ?

M. Bessaoud : En dépit de toutes les contraintes évoquées, les agricultures occupent une place très importante dans les économies du Maghreb. En terme d'emploi, cela représente 25 % de la population active en Algérie, près de 40 % de la population active au Maroc, et à 20 à 22 % en Tunisie.

Deuxièmement, en terme de contribution à la création de richesse, l'agriculture contribue jusqu'à 20 % du PIB au Maroc, 15 à 18% selon les années en Tunisie ou en Algérie. Ce qui est très important comparé à un pays comme la France où cela représente seulement 3 à 4 %. Evidemment quand on croise le taux du PIB/Habitant et le taux de la population active, on se rend compte du niveau de productivité très faible dont nous avons parlé plus haut.

La contribution est également importante d'un point de vue des exportations notamment en Tunisie (10 %) et au

Maroc ou cela représente jusqu'à 25 % (si on y inclut le secteur de la pêche). Toutefois ces exportations concernent un certain nombre de produits limités :

- huiles d'olive, dattes et agrumes pour la Tunisie
- agrumes et tomates pour le Maroc, plus récemment l'huile d'arganier et plantes aromatiques.

l'Algérie a une place à part puisque les exportations agricoles ne représentent que 0,5 % du total des exportations. Les produits essentiellement exportés sont la datte et le vin.



Par contre, tous ces pays n'ont pas résolu leur approvisionnement en produits de base.

Pour les céréales qui constituent les productions les plus importantes (c'est 70 à 75 % des terres occupées par l'agriculture au Maroc et en Algérie), et en dépit de leur place, tous les pays maghrébins sont des importateurs nets de céréales.

20 à 25 Millions de quintaux pour le Maroc, jusqu' à 70 Millions de quintaux pour l'Algérie. L'Algérie figure comme on le sait parmi les 10 premiers importateurs au monde de céréales (le 1er pour le blé dur).

C'est la même chose pour les produits laitiers, le sucre ou les huiles alimentaires. Rappelons que ces produits de base représentent les 3/4 des calories et les 2/3 des protéines consommées par la population.

Le taux de couverture des importations par les exportations fluctue entre 50 et

60 % pour la Tunisie et la Maroc, et il est résiduel pour l'Algérie.

Ces pays ont également une balance agricole déficitaire. Plus de 200 millions de \$ en Tunisie, 1 milliard de \$ au Maroc et 3,9 milliards de \$ pour l'Algérie. Ces trois pays totalisent plus de 8 milliards d'importations alimentaires en 2004, soit près du tiers des importations des pays MEDA. Evidemment, la capacité financière à importer n'est pas la même pour tous ces pays. L'Algérie a de bien meilleures capacités financières, compte tenu de ses réserves de change (l'équivalent du PIB marocain), et cela même si ses importations alimentaires représentent le 1/4 des importations globales (contre respectivement 13 et 11% pour le Maroc et la Tunisie).

Toutefois et en dernière analyse, dans le domaine de la sécurité alimentaire, ce qui est en jeu dans ces pays, au delà des performances du secteur agricole et agro-alimentaire, ce sont les performances économiques et financières globales qui sont déterminantes.

Agroligne : *C'est donc un tableau contrasté du point de vue des performances. Face au déficit de la mondialisation, de la globalisation... comment penser l'avenir de ces agricultures ?*

M. Bessaoud : Le 1er défi concerne la question des hommes. C'est à dire l'emploi, les revenus et l'amélioration des conditions de vie de ces agriculteurs qui constituent d'un point de vue politique, une force de stabilité. Il faut donc asseoir une stabilité sociale, une stabilité du système politique qui éviterait, et qui désamorcerait en partie, les difficultés que vivent aujourd'hui ces pays sur le plan politique.

Il faut des politiques fortes, qui se dessinent déjà dans le cadre de nouvelles stratégies (stratégie de développement rural en Algérie, politiques et stratégies de la Tunisie dans le cadre du 10^{ème} plan et du futur 11^{ème} plan), afin de compenser ses insuffisances des politiques antérieures, réduire le dualisme et améliorer les conditions de vie de cette majorité d'exploitants familiaux et agricoles, qui constituent la grande majorité des ménages. Finalement c'est s'occuper des agricultures pas considérées comme « utiles », à l'instar de l'agriculture moderne.

Il y a aussi des gisements importants qu'il ne faut pas déconsidérer et qui ont permis de développer au Maroc par exemple, un élevage ovin (de race locale), source de richesse et de biodiversité qui a approvisionné les marchés, employé, et qui a coûté très peu au budget de l'Etat.

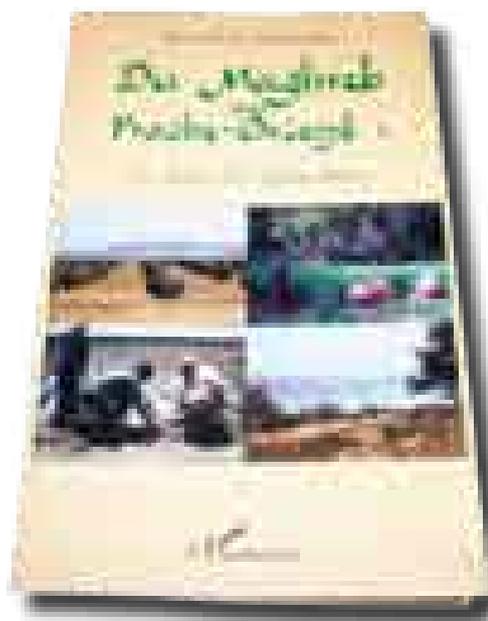
Comment combiner justement élevage, culture céréalière, intervenir pour améliorer, pour favoriser et diversifier les activités ? On a des produits de qualité, des produits typiques, des savoir-faire locaux éprouvés, des techniques efficaces localement (dans le domaine des façons culturales). La question est de savoir, comment introduire dans les politiques agricoles maghrébines, cette dimension qui est celle des agricultures familiales, la valorisation des savoirs locaux, des ressources locales. Ce sont toutes ces considérations qui devraient être prises en compte, canalisées par les politiques et la puissance publique.

Un immense effort doit également être fait en matière de recherche et de formation et notamment en matière de formation professionnelle. On a formé des milliers d'ingénieurs et de techniciens mais il faut former aussi les agriculteurs. Tout ceci afin de rapprocher agriculteurs et chercheurs et surtout afin d'obtenir des révolutions techniques silencieuses (comme cela se fait dans le domaine de l'élevage ovin) faciles à conduire et peu coûteuses par rapport aux autres techniques importées.

Le troisième aspect me semble très important. Je parlais au départ de notre entretien, de la contrainte naturelle et de la dotation en sol, il faut savoir qu'aujourd'hui les ressources en sol et en eau sont gravement menacées et que la région – les sécheresses répétées en sont le signe- le changement climatique est une réalité vécue depuis plus d'une décennie dans nos pays. La Tunisie est arrivée presque au bout de ses ressources en eau, elle mobilise 80 % de son potentiel et sera en danger selon les prévisions dès 2025, aussi bien pour les consommations domestiques, qu'agricoles et industrielles. On a des problèmes sérieux d'exploitation minières des nappes, des problèmes de salinité et d'érosion fortes en Algérie et au Maroc.

C'est une question quasiment politique, comment assurer la durabilité de cette ressource naturelle. Même s'il y a des signaux faibles qui indiquent que ces problèmes sont identifiés (plan de l'environnement, programme...), il faut aller beaucoup plus loin. Le stade des réflexions et des stratégies-programmes doit trouver son prolongement à présent dans des actions concrètes, car c'est l'avenir des territoires agricoles et ruraux et leur pérennité qui sont en jeu.

Tout cela, il faut le voir par rapport au défi de la libéralisation et de la mondialisation. Quel est l'avenir de ces millions d'agriculteurs face à la compétition et la concurrence. Face à la mondialisation, c'est la souveraineté, l'identité et l'existence même de ces pays et de leurs territoires qui se jouent. Ce défi majeur, exige des réponses que les politiques publiques actuelles devraient prendre en charge par une mobilisation sociale plus forte.



M. Omar Bessaoud a participé à la rédaction du livre : «Du Maghreb au Proche-Orient, les défis de l'agriculture» sous la direction de M. Pierre Blanc - Edition L'Harmattan Ce livre est disponible dans toutes les librairies